

pour protéger la vie des personnes vivant dans la pauvreté, il est nécessaire de mettre en œuvre des « mesures d'adaptation » dans des domaines tels que la sécurité alimentaire et la prévention des catastrophes, et d'assurer un approvisionnement en eau régulier.

Le changement climatique est intimement lié à une foule de problèmes dont souffrent les pays en développement et l'on peut affirmer que les mesures de lutte contre ce phénomène sont déterminantes pour leur développement. La JICA est favorable à la politique consistant à promouvoir simultanément les mesures de lutte contre le changement climatique et d'aide au développement. Ces mesures consistent par exemple à créer des infrastructures en prévision des catastrophes naturelles dans les villes côtières d'Asie ou à aider le secteur agricole à surmonter les variations de température et de précipitations.

Ces approches du changement climatique diffèrent des processus de développement suivis dans le passé par les pays développés, aussi sera-t-il nécessaire d'identifier de nouveaux modes de développement.

Mesures environnementales au niveau mondial

—Maintenance de la biodiversité

Les graves menaces pesant sur la biodiversité constituent également un problème environnemental de portée mondiale. Aujourd'hui, on dit l'équilibre du riche écosystème de la planète, qui réunit 1,6 million d'espèces végétales et animales, humains compris, en pleine désagrégation. L'univers des organismes vivants ne connaît pas

de frontières nationales et le monde doit collaborer pour régler les questions de biodiversité, de la même manière que dans la lutte contre le changement climatique. Pour rétablir l'harmonie entre milieu naturel et activités humaines, la JICA adopte une démarche intégrée qui vise à la fois à améliorer la qualité de vie des personnes vivant dans la pauvreté, à concilier conservation et exploitation des ressources naturelles, et enfin à renforcer les capacités des gouvernements et des populations.

Consolidation de la paix

Dans les années 1990, la fin de la guerre froide entre l'Est et l'Ouest a fait naître l'espoir de sociétés plus stables et plus pacifiques. Au lieu de cela, à la même époque, le monde a vu s'accumuler les conflits violents, en particulier au sein d'un même pays, et les civils en sont souvent les principales victimes. Pour prévenir l'apparition et la récurrence de ces conflits ou pour les résoudre et instaurer une paix durable, il ne suffit pas de solutions exclusivement militaires ou de méthodes telles que la diplomatie, le contrôle des armements et la médiation. C'est d'ailleurs l'une des principales raisons pour lesquelles le rôle de l'aide au développement est particulièrement mis en avant dans les efforts de consolidation de la paix. C'est un moyen de lutter contre les facteurs qui sous-tendent les conflits, notamment les problèmes d'écart entre riches et pauvres et d'inégalité des chances.

Étude de cas

Recours au MDP pour les projets d'électrification rurale dans les pays les moins avancés (PMA)

Bhoutan et Zambie :
Électrification rurale

Le mécanisme de développement propre (MDP) est l'un des instruments établis par le protocole de Kyoto pour lutter contre les changements climatiques. Avec la participation des pays développés, qui se sont vu attribuer des plafonds d'émissions de gaz à effet de serre, des projets permettant de réduire ou d'éviter les émissions sont mis en œuvre dans les pays en développement. Ces projets génèrent des crédits de réduction d'émissions, dont la vente représente une précieuse source de financement pour les pays en développement. Plus de 2 000 projets ont été enregistrés à ce jour par les Nations unies au titre du MDP. Or, les trois quarts d'entre eux se concentrent dans des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure comme la Chine, le Brésil et le Mexique, et très peu concernent les PMA.

Par conséquent, la JICA a proposé de promouvoir le recours à des projets MDP pour amener l'électricité dans les régions qui en sont dépourvues au sein des PMA, le but ultime étant de faire reculer la pauvreté. Le Bhoutan et la Zambie ont manifesté leur intérêt à cet égard, et avec la coopération de la JICA, ces deux pays ont organisé des séminaires lors de la 15^e conférence des parties qui s'est tenue à Copenhague en décembre 2009

(conférence de l'ONU sur le changement climatique).

Le Bhoutan a toujours privilégié l'hydroélectricité, qui est une source d'énergie renouvelable. Durant le séminaire, le ministre adjoint de l'Environnement de ce pays a lancé un appel pour « approvisionner en hydroélectricité des régions reculées non électrifiées, afin de diminuer la consommation de fioul et de bois de feu, ce qui réduirait les émissions de CO² tout en améliorant les conditions de vie de la population et en faisant reculer la pauvreté. »

Le séminaire zambien s'est déroulé en présence



Le ministre zambien prononce un discours lors d'un événement organisé en marge de la conférence des Nations unies sur les changements climatiques (COP15) de décembre 2009.

du ministre du Tourisme, de l'environnement et des ressources naturelles de ce pays, et des cadres dirigeants de la compagnie d'électricité zambienne Zesco. La Zambie s'est engagée à déployer des efforts pour faire enregistrer un projet d'électrification rurale par les Nations unies au titre du MDP.

Afin d'encourager le recours au MDP pour les initiatives d'électrification rurale, la JICA appuiera des efforts favorisant le commerce des droits d'émission, et notamment la création d'une bourse d'échange de crédits carbone.



Transport d'un transformateur le long d'un chemin escarpé (électrification rurale au Bhoutan)